

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X I V ^e L É G I S L A T U R E

Communication

Mardi 15 juillet 2014
16 h 30

Commission des affaires européennes

Communication de la présidente Danielle Auroi, de M^{me} Marie-Louise Fort, de MM. Rémi Pavros et Joaquim Pueyo sur la mission de la commission en Ukraine (3-6 juillet 2014)



**COMMUNICATION DE LA PRÉSIDENTE
DANIELLE AUROI, DE M^{me} MARIE-LOUISE
FORT, DE MM. RÉMI PAUVROS ET
JOAQUIM PUEYO SUR LA MISSION DE LA
COMMISSION EN UKRAINE (3-6 juillet 2014)**

Réunion de commission du 15 juillet 2014.

La Présidente Danielle Auroi. Je tenais à vous présenter dans un délai rapide un bref compte-rendu de la mission que j'ai conduite en Ukraine du 3 au 6 juillet 2014, qui s'est avérée particulièrement intéressante, même si elle a eu lieu dans le cadre d'une situation encore fluctuante.

J'étais pour cette mission accompagnée de notre Collègue Rémi Pauvros, président du groupe d'amitié France-Ukraine, et de plusieurs membres de notre groupe de suivi sur la « Proximité orientale » de l'Union : Bernard Deflesselles, Marie-Louise Fort, Jérôme Lambert et Joaquim Pueyo, qui est également vice-président du groupe d'amitié France-Ukraine.

Au cours de cette mission, qui nous a conduits à Kiev et à Odessa, nous avons eu de nombreux contacts et entretiens.

À Kiev avec :

- la 1^{re} vice-ministre des affaires étrangères ;
- des membres de la Commission pour l'intégration européenne de la Rada (le Parlement monocaméral ukrainien) ;
- le représentant à la Rada des Tatars de Crimée, province annexée par la Russie et dans laquelle il lui est interdit de retourner ;

- des députés du groupe d’amitié Ukraine-France ;
- l’ancien ministre des affaires étrangères de M^{me} Timochenko et actuel président de la sous-commission parlementaire pour l’intégration euro-atlantique ;
- des chefs d’entreprises françaises installées à Kiev ;
- des directeurs de Think Tanks ;
- des spécialistes des questions d’énergie et d’environnement, au cours d’une table ronde sur « l’efficacité énergétique » ;
- des journalistes, un « point presse » ayant été organisé (au Centre de presse ukrainien de crise) ;
- des représentants de la communauté française ;
- des représentants de la « société civile » : je tiens en effet particulièrement, lors de mes déplacements dans de telles missions, à rencontrer ces représentants de la société civile, qui sont les plus à même de nous donner « le baromètre » de l’opinion publique dans le pays et leur appréciation des évolutions en cours.

Nous avons par ailleurs eu à Odessa des contacts et entretiens avec:

- le vice-gouverneur d’Odessa et l’adjoint au maire d’Odessa;
- un jeune député, membre du Conseil régional, pressenti pour devenir peut-être le prochain gouverneur d’Odessa ;
- le directeur et des membres de l’Alliance française. Je profite de ce compte-rendu pour relayer leur appel à une aide financière, notamment via les « réserves parlementaires » ;
- et là encore, bien entendu, des représentants de la société civile et des « activistes pro-Maïdan ».

Par ailleurs, nous sommes, durant cette mission, restés en contact avec des membres de notre ambassade et notre ambassadeur, qui nous ont apporté des éléments d’information sur l’évolution de la situation en Ukraine.

Quels principaux enseignements pouvons-nous tirer, dans l'immédiat, de cette mission ?

Sans recenser toutes les problématiques évoquées, quelques premières impressions se dégagent (mes collègues me compléteront ensuite sur ce point) :

– **Il est primordial que le Président Petro Porochenko, élu le 25 mai dernier, dispose rapidement d'une majorité sur laquelle s'appuyer à la Rada.** Pour cela, **il faut que les élections législatives anticipées, prévues en principe le 26 octobre 2014, puissent effectivement avoir lieu.** Si la condition d'amélioration de la situation dans l'Est du pays semblait, lors de notre mission, en voie de réalisation (reprise par les autorités ukrainiennes du contrôle de la ville de Slaviansk), il n'est pas acquis que la Rada accepte de se dissoudre ... En effet, comme cela nous a été expliqué sur place, les conditions de dissolution par le Chef de l'État ne sont pas réunies. Or, il n'est pas évident que des députés élus en 2012 acceptent de « s'auto-dissoudre », d'autant plus que le système en place favorisait jusqu'à présent « l'achat de sièges », et que donc ces élections leur ont coûté sans doute parfois fort cher ...

Nous avons beaucoup insisté, notamment auprès des représentants des ONG, sur la nécessité de maintenir une « pression » pour que ces élections puissent avoir lieu et je pense que la communauté internationale doit également rester vigilante sur ce point. **Le Président Porochenko bénéficie actuellement d'une légitimité certaine,** tant au niveau interne qu'international (du fait des bonnes conditions de tenue de l'élection présidentielle du 25 mai), **mais cette légitimité ne durera pas s'il n'est pas en mesure de faire passer dans des délais suffisamment rapides les paquets de réformes attendues** par la société civile, notamment en matière de lutte contre la corruption, véritablement institutionnalisée à tous les niveaux (accès à la santé, à l'éducation etc..) et dont souffre beaucoup la population.

– **L'accord d'association signé avec l'Union européenne le 27 juin dernier permettra une véritable coopération avec l'Ukraine** et comporte des dispositions dans de très nombreux domaines qui lui permettront, conformément à ses aspirations, de se

rapprocher de l'Union. **Il faudrait néanmoins pour cela qu'il soit ratifié**, outre par les États membres, **par l'Ukraine elle-même**. Or, nous avons été informés, lors de cette mission, que cela n'était pas du tout acquis : il ne semble pas y avoir – jusqu'à présent – de majorité claire en ce sens à la Rada. Il convient néanmoins de rester optimiste : les députés devront demeurer disponibles durant l'été, en cas d'inscription à l'ordre du jour du projet de loi de ratification. À défaut, il devra être ratifié par l'Assemblée issue des élections anticipées, d'où l'importance également de la tenue rapide de ces élections.

– **Nous avons dû, à plusieurs reprises, rappeler à nos amis ukrainiens qu'association et adhésion sont deux processus différents**, car une certaine confusion persiste sur ce point. Nous avons simultanément reçu le message qu'il ne fallait pas enlever à cet égard tout espoir à l'Ukraine et nous nous sommes donc positionnés sur la ligne suivante: **mettons d'abord en œuvre l'accord d'association, avec ses multiples potentialités, et lorsque ce sera fait, dans dix, vingt ou trente ans, alors nous verrons**, en fonction de la capacité de l'Union européenne à dépasser ses problèmes actuels.

- De même, nous avons été interrogés à de nombreuses reprises sur la **question de la livraison des Mistral à la Russie**. Notre réponse a été qu'il s'agit d'un contrat conclu de longue date et qu'il est donc nécessaire pour la France de le mener à terme, mais qu'en tout état de cause ce n'est pas la livraison de ces deux navires qui sera susceptible d'influer sur l'issue de la crise entre la Russie et l'Ukraine. Cette livraison ne doit en aucun cas être interprétée comme une manifestation de soutien de la France à Vladimir Poutine.

Nos amis ukrainiens ont semblé très sensibles au fait que nous leur assurions que la France et le peuple français avaient, dans cette crise, pris clairement le parti de l'Ukraine.

Eux-mêmes tenaient avant tout à nous faire passer le message suivant : **contrairement à ce qu'affirme la propagande russe, il n'y a pas à l'heure actuelle de guerre civile en Ukraine, mais bien une guerre de la Russie contre l'Ukraine**. Ils étaient visiblement

inquiets de l'impact auprès des Français de cette propagande russe : nous avons donc pu les rassurer sur ce point.

Je souhaiterais maintenant passer la parole à mes collègues et d'abord à Rémi Pauvros, en sa qualité de président du groupe d'amitié France-Ukraine, pour qu'il complète ce premier compte-rendu, volontairement sommaire.

M. Rémi Pauvros. Je partage pleinement votre impression d'une mission bien organisée et très efficace. L'urgence commande l'intervention de la diplomatie française, mais les derniers événements montrent que la suite du conflit sera très liée au sort de Donetsk. La situation reste très tendue. Je confirme que la corruption active est permanente tout en soulignant qu'elle existe à tous les niveaux. Malgré nos questions nous n'avons pas pu approfondir le sujet de la situation de la population, même si nous avons bien compris qu'elle souffre. Or c'est très important pour la suite des événements, car la légitimité du Président Porochenko en dépendra également.

Il est par ailleurs évident que pour certains députés de la Rada, plus est durable le statu quo, mieux c'est...

Nous avons également noté un discours « va-t-en-guerre » chez beaucoup de nos interlocuteurs, avec une réelle détermination, y compris parmi les représentants de la société civile, à aller jusqu'au bout, notamment vis-à-vis de la Russie.

La presse a systématiquement présenté la livraison des deux navires Mistral à la Russie comme un acte très négatif de la part de la France ; à cet égard nos explications n'ont probablement pas toujours convaincu.

Le groupe d'amitié France-Ukraine attendra que les élections législatives anticipées aient eu lieu, avant d'inviter des députés ukrainiens du groupe d'amitié homologue.

Nous avons relevé une forte demande d'accompagnement en matière de formation, pour des cadres en particulier. Notre sentiment est que les Ukrainiens sont à la veille de la construction d'une nouvelle Ukraine, plus indépendante et plus libre, à condition

toutefois que la situation soit stabilisée. L'attente, notamment chez les jeunes, est à cet égard très forte.

La société civile que nous avons rencontrée, en particulier son élite, se tourne beaucoup vers la France : elle demande en particulier plus d'accueils de jeunes sur notre territoire, pour des formations universitaires et de recherche. Il nous faut répondre à cette attente et nous transmettons des propositions à l'Exécutif, relatives à la politique des visas et à l'accueil dans nos universités.

M^{me} Marie-Louise Fort. Pour ce qui concerne « l'esprit Maïdan », la situation n'apparaît pas aussi tranchée que la presse le présente parfois. L'image que l'on en a ne correspondant plus tout à fait à la réalité d'aujourd'hui. Sur cette place Maïdan, il y a maintenant des stands, on y pique-nique, etc. Mais c'est là aussi que se trouve l'hôtel Ukraine, où siège le Centre de presse ukrainien de crise, dans lequel nous nous sommes rendus pour une conférence de presse. Tout est en contraste sur cette place Maïdan, de même pour ce qui concerne les bâtiments officiels : ainsi, à la Rada, nous avons constaté une multiplicité de gardes en uniformes divers, alors qu'au ministère des affaires étrangères il n'y a quasiment plus de gardes, et que les drapeaux européen et ukrainien flottent sur la façade.

L'ambiance est particulière et contrastée également car la vie quotidienne continue, mais l'on sent que subitement des manifestations pourraient éclater et faire des victimes. Cela explique une aspiration au calme et à la sérénité de la part des Ukrainiens. Ils vivent en outre beaucoup au rythme des rumeurs : celle d'une invasion russe imminente, celle selon laquelle les Russes seraient à la recherche d'une bande de territoire leur permettant d'aller jusqu'en Crimée, etc.

Nous avons par ailleurs effectivement eu l'impression que beaucoup de députés resteraient volontiers en place jusqu'en 2017. Et qu'il existe un ressentiment à l'encontre de la France et une préférence pour la réaction de l'Allemagne, jugée plus favorable. Cela vient bien sûr de l'affaire des Mistral, mais cela tient aussi au fait que le positionnement de la France vis-à-vis de la crise est moins bien reçu par la presse ukrainienne que celui des Allemands. Nous avons essayé de rééquilibrer cette fausse impression, notamment en

évoquant les cérémonies commémoratives du Débarquement en Normandie, auxquelles a été invité le Président ukrainien.

Mon sentiment est que les Russes laissent passer à dessein beaucoup de rumeurs dans cette crise ; d'où la nécessité pour notre Commission de s'intéresser aussi à la Russie.

M. Joaquim Pueyo. Ce déplacement a été bien organisé et les nombreuses rencontres prévues nous ont permis d'avoir une analyse plus objective de la situation. La plupart de nos interlocuteurs étaient pro-européens et j'ai pu constater qu'il y a beaucoup plus de drapeaux européens à Kiev qu'à Paris...

En ce qui concerne l'accord d'association, il me semble qu'il a été davantage apprécié par les Ukrainiens que par la Rada qui tarde à l'entériner...

Quant aux jeunes, nous en avons vu beaucoup et ils sont très motivés par une volonté de changement. Ils aspirent à la suppression des visas pour venir dans l'Union européenne et ont un goût très fort pour tout ce que représente l'Europe, au niveau des libertés individuelles notamment.

Il ne faut pas oublier que des pays comme la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie par exemple ont pu jouer un rôle dans la manière dont les Ukrainiens perçoivent les bienfaits européens...

Enfin je pense moi aussi qu'il serait utile d'aller rencontrer des responsables russes, dont l'avis sera peut-être plus nuancé qu'on ne le pense. Il y a d'ailleurs en Ukraine des radios financées par des Russes...

Je terminerai mon propos en soulignant que le peuple ukrainien a fait preuve de beaucoup de sérénité dans cette crise ; à titre d'exemple, il n'y a pas eu de pillage pendant les manifestations de l'hiver dernier.

La Présidente Danielle Auroi. En ce qui concerne l'accord d'association, je précise qu'il a bien été signé par l'Ukraine, et que ce qui tarde actuellement, c'est sa ratification.

D'autre part, je confirme qu'il faut que nous ayons une discussion avec les Russes dans le cadre de notre groupe de suivi « Proximité orientale » ; nous déterminerons ultérieurement selon quelles modalités.